

Arrêté n° 19 384

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 1999 prescrivant la réalisation d'une étude de sol sur le site des installations exploitées par la **STE GIAT INDUSTRIES** à **SAINT-CHAMOND - 53 rue Sibert** ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2001 réglementant les activités exercées par la **STE GIAT INDUSTRIES** dans ses installations sises à **SAINT-CHAMOND - 53 rue Sibert** ;

VU l'étude de sol transmise le 26 février 2002 à M. l'Inspecteur des Installations Classées par la **STE GIAT INDUSTRIES** pour les installations susvisées ;

VU le dossier adressé le 5 mars 2002, de cessation définitive des activités de traitement de surface soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565-2a de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement exercées par la **STE GIAT INDUSTRIES** dans les installations susvisées et réglementées par l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2001 ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des installations classées en date du 11 juillet 2002 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène, au cours de sa séance du 19 septembre 2002 ;

CONSIDERANT que l'étude des sols transmise conclut à un classement de niveau 2 (site à surveiller) pour les eaux souterraines et de niveau 1 (site demandant des investigations supplémentaires) pour les sols au niveau du crassier ;

CONSIDERANT qu'il y a donc lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement en ce qui concerne notamment la surveillance des eaux souterraines et la connaissance des sols du crassier ;

CONSIDERANT par ailleurs qu'aucune pollution significative des sols n'a été détectée au niveau de l'atelier de traitement de surface et qu'il convient de modifier le tableau des activités et les prescriptions applicables aux installations susvisées afin de prendre en compte la cessation définitives des activités de traitement de surface ;

CONSIDERANT que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre l'exercice des activités de la société susvisée en compatibilité avec leur environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 :

Le GIAT INDUSTRIES réalisera, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté la surveillance de la nappe. Pour cela – un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines constitué au minimum de 3 piézomètres sera installé, après accord de l'inspecteur des installations classées. Ce réseau devra être validé par une étude hydrogéologique.

Les têtes de piézomètres seront efficacement protégées contre tout risque de pollution. L'accès aux points de mesure ou de prélèvement doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée de matériel de mesure, et la prise d'échantillons dans des conditions de sécurité satisfaisantes.

Les analyses et relevés sont effectuées selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé et porteront sur les paramètres suivants :

- hauteur d'eau (pour les piézomètres)
- PH
- conductivité
- DCO
- hydrocarbures totaux
- hydrocarbures aromatiques polycycliques
- chrome, nickel, mercure, cuivre, plomb, arsenic, cadmium et zinc.

Les frais occasionnés par ces analyses sont supportés par le propriétaire. La réalisation des mesures de surveillance pourra faire l'objet d'une convention ou être visée dans un acte de droit privé.

Les résultats des contrôles seront transmis à l'inspecteur des installations classées. Les contrôles prévus précédemment seront effectués selon l'échéancier suivant :

- une analyse deux fois par an.

Article 2 :

Le GIAT INDUSTRIE réalisera dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté un diagnostic complémentaire des sols du crassier du site.

Cette étude devra déterminer en outre la nature et la qualité des lixiviats qui peuvent s'accumuler en base du crassier et migrer hors des limites du site.

Cette étude devra comprendre de nouvelles analyses de sols, des analyses de la nappe en amont et en aval du crassier

Suivant les résultats du diagnostic complémentaire , une évaluation simplifiée des risques sera effectuée afin d'apprécier la nécessité et l'urgence de poursuivre ou non les investigations.

Le cahier des charges de cette étude et l'organisme qualifié choisi devront être soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

ARTICLE 3 :

Le tableau des activités figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2001 susvisé est modifié et remplacé par le nouveau tableau annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4 :

L'article 3-1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2001 susvisé relatif aux prescriptions applicable à l'atelier de traitement de surface est abrogé.

ARTICLE 5 :

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 6 :

En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le maire de SAINT-CHAMOND et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 30 octobre 2002
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Philippe DARCEL

Ampliation adressée à :

- Monsieur le Directeur de la STE GIAT INDUSTRIES
53 rue Sibert
42400 SAINT-CHAMOND

- Monsieur le maire de SAINT-CHAMOND

- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

- Archives

- Chrono.